



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/2002/12  
19 mars 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Groupe de travail pour le développement  
de l'industrie et de l'entreprise

Sixième session, 28 et 31 mai 2002

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES ET SERVICES CONSULTATIFS RÉGIONAUX**

Note du secrétariat

Le présent document est soumis au Comité **pour information seulement**.

1. La présente note donne une vue d'ensemble des activités opérationnelles et des services consultatifs régionaux portant sur l'entrepreneuriat et les petites et moyennes entreprises (PME), la promotion de l'investissement, la facilitation du commerce et l'entrepreneuriat féminin. On trouvera en annexe des informations détaillées sur les missions effectuées en 2001.

**Petites et moyennes entreprises**

2. L'objectif des activités en ce domaine est de jeter les bases d'une conception commune des moyens et outils propres à assurer le développement durable de l'entrepreneuriat, notamment par l'élaboration de déclarations sous-régionales relatives aux PME, en particulier dans le cadre de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN), de l'Initiative de l'Europe centrale (IEC), ainsi que de la Communauté d'États indépendants (CEI).

3. Suite à la réunion ministérielle et à l'adoption de la Déclaration de l'IEC sur les PME à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle en novembre 2000 à Budapest, une Réunion ministérielle sur l'avenir et le soutien des PME dans les pays membres de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire s'est tenue le 27 septembre 2001 à Istanbul, où a été adoptée une Déclaration de l'OCEMN sur les PME de nature similaire. Une aide a été apportée au Président du Conseil consultatif pour la promotion et le développement des petites entreprises dans les pays membres de la CEI, poste actuellement occupé par le Ministre de l'entrepreneuriat et des investissements du Bélarus. Ces activités pourraient déboucher sur l'élaboration de directives globales concernant la promotion des PME dans l'ensemble des pays en transition et sur la convocation d'une conférence ministérielle de la CEE-ONU, au Palais des Nations, en 2003 ou 2004.

4. Le Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME a participé à l'organisation d'une Conférence internationale sur l'échange de données d'expérience entre les pays en transition en ce qui concerne le développement des PME et de l'entrepreneuriat, qui s'est tenue les 6 et 7 juin 2001 à Sibenik (Croatie) et qui était coparrainée par le Gouvernement croate, la CEE-ONU et le secrétariat de l'IEC. Plus de 500 participants ont assisté à cette conférence.

5. Le Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME a aussi contribué à la préparation de forums sur les meilleures pratiques en matière de politiques et programmes nationaux de promotion de l'entrepreneuriat et des PME dans les pays en transition, ainsi que de réunions d'experts sur l'analyse comparative des différents aspects de la promotion et de la gestion des PME, qui ont été organisées par le Groupe de coordination des activités opérationnelles de la CEE-ONU, en coopération avec les principaux organes subsidiaires compétents de la Commission ainsi qu'avec des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Le Conseiller régional a en outre participé à l'élaboration du document de la CEE-ONU intitulé «Directives concernant les meilleures pratiques en matière de services aux entreprises», établi sur la base des documents de la Réunion d'experts sur les «meilleures pratiques en matière de services de conseil, d'orientation et d'information destinés aux entreprises» (ECE/TRADE/282).

6. Le Groupe de coordination des activités opérationnelles a préparé deux forums sur le thème «Les meilleures pratiques pour développer l'entrepreneuriat et les PME dans les pays en transition: l'expérience polonaise» et «L'expérience bélarussienne», qui ont eu lieu respectivement le 23 et le 24 octobre 2001 au Palais des Nations à Genève. Plus de 200 décideurs et experts ont assisté à ces réunions. Des publications de la CEE-ONU sur l'expérience de la Pologne et du Bélarus sont en préparation et seront disponibles avant la fin de 2002. Le Groupe va participer à l'organisation du cinquième forum sur le même thème, consacré à la Croatie et à la Slovénie, qui se tiendra le 23 octobre 2002 à Genève.

7. Certaines activités opérationnelles visant à promouvoir le développement des PME ont été conçues en fonction des besoins particuliers des autorités gouvernementales, des structures nationales d'appui aux PME et des organisations non gouvernementales, dans le but d'encourager l'entrepreneuriat aux niveaux local, national et sous-régional. Une aide a été fournie pour favoriser le renforcement de la compétitivité des PME par le moyen de l'analyse comparative (*benchmarking*) et par la création d'institutions spéciales au service des entreprises, par exemple des centres d'amélioration de la qualité pour aider à la mise en œuvre de systèmes de gestion de la qualité et des normes ISO 9000 et 14000.

8. Le Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME a contribué à l'organisation de l'Atelier de l'OCEMN sur «Les systèmes de normalisation, de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité pour les PME», tenu les 29 et 30 mars 2001 à Istanbul. Il y a fait un exposé intitulé «Vers une vision européenne de la qualité – La voie à suivre au XXI<sup>e</sup> siècle». Un compte rendu des travaux a été publié avec l'appui financier de la Fondation Konrad Adenauer.
9. Une Réunion d'experts sur «Les meilleures pratiques en matière de création de systèmes d'assurance de la qualité pour renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME)» s'est tenue les 25 et 26 octobre 2001, en coopération avec le Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation et le Groupe de travail du développement de l'industrie et de l'entreprise. Ont participé à cette réunion des décideurs et experts de haut niveau de 28 pays (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Fédération de Russie, France, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lituanie, Malte, Monaco, Ouzbékistan, Pologne, République tchèque, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tadjikistan, Turquie, Ukraine et Yougoslavie) et de 10 organisations internationales ainsi que des représentants de plusieurs organisations non gouvernementales (voir le document de travail OPA/AC.18/3 (TRADE/WP.6/2001/14/Add.1) et le rapport de la Réunion d'experts publié sous la cote OPA/AC.18/5). Sur la base des conclusions et recommandations de la Réunion, un Groupe consultatif d'experts des systèmes de gestion de la qualité a été créé (voir le document OPA/AC.28/1 de la CEE-ONU).
10. Dans le domaine du renforcement des infrastructures, les besoins sont considérables. Cependant, faute de ressources financières et humaines suffisantes, le Conseiller régional ne peut apporter qu'une contribution modeste à la satisfaction de ces besoins. Plusieurs propositions de projet ont été élaborées ou sont à l'étude. Les deux principales propositions en cours de préparation et de mise au point sont la création d'un programme financier de microcrédit pour la République de Moldova avec l'aide financière et technique de l'IEC et de la SFI (Banque mondiale), et la création de pépinières d'entreprises pour l'Union russe des industriels (formation à la gestion, services de conseil en matière de qualité, commercialisation, crédit-bail, etc.). Pour le premier de ces projets, le Conseiller régional a poursuivi sa collaboration avec l'agent de coordination de l'IEC à la CEE-ONU, M<sup>me</sup> Sonia Heptonstall (ActInvest), la SFI et la Banque mondiale, et pour le second, avec ROSLEGPROM, le Ministère de l'industrie et de la technologie de la Fédération de Russie, TESCO et le Ministère hongrois de l'économie, la GTZ d'Allemagne, l'ONUDI et d'autres organisations intergouvernementales.
11. Dans le domaine de la formation à l'entrepreneuriat, les activités suivantes ont été réalisées: le Conseiller régional a aidé le Centre international pour la science et la technologie (CIS) de l'ONUDI à organiser un cours de formation sur la «Gestion de la technologie à l'intention des femmes chefs d'entreprise» qui a eu lieu du 11 au 13 juillet 2001 à Trieste; il a également contribué à la préparation d'un cours visant à «Former des formateurs à l'enseignement commercial/professionnel», conjointement avec les Ministères de l'économie et de l'éducation de la République de Moldova, la Fondation européenne pour la formation (Turin) et la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble; et il a été établi, pour la Fédération de Russie, un descriptif de projet sur «La préparation et la formation collective des entreprises» dans le but d'instituer des systèmes d'assurance de la qualité conformes à la norme ISO 9000.

12. Le Conseiller régional a apporté son soutien au Réseau virtuel d'agents nationaux de coordination des PME, s'appuyant sur les plus hautes autorités gouvernementales responsables de la promotion de l'entrepreneuriat et du secteur des PME. Le réseau sert de base pour la formulation des politiques, l'établissement de statistiques, et l'organisation de manifestations intéressant les PME. Les informations diffusées par ce biais font l'objet d'une actualisation permanente.

13. Le Conseiller régional a également créé sa page d'accueil intitulée «*Index of SME Development*», qui est semblable à celle de la Commission européenne. Elle contient actuellement plus de 50 documents de la CEE-ONU et de 20 liens internationaux, et est continuellement actualisée. En 2001, le site Web des PME a été enrichi d'un nouveau site secondaire sur les systèmes de gestion de la qualité et sur l'entrepreneuriat féminin. Tous les mois, entre 200 et 600 personnes visitent ce site de la CEE-ONU, dont l'adresse est la suivante: <http://www.unece.org/indust/sme/ece-sme.htm>.

### **Promotion de l'investissement**

14. L'assistance technique dans ce domaine vise à améliorer l'environnement juridique, réglementaire et institutionnel de l'investissement étranger direct (IED) dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale et de la CEI. Les travaux sont réalisés sous les auspices du Groupe de travail des pratiques juridiques et commerciales internationales (WP.5), qui élabore des guides et des manuels visant à améliorer les cadres juridiques et réglementaires de l'investissement. Le Groupe de travail a créé trois groupes consultatifs d'experts pour fournir une assistance technique dans des domaines spécifiques:

- Le Groupe d'experts CET (construction-exploitation-transfert) fournit des conseils sur les moyens d'attirer les investissements privés dans les services d'infrastructure – énergie, télécommunications, transports, eau, élimination des déchets et environnement, par exemple;
- Le Groupe consultatif sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle apporte un soutien aux gouvernements pour améliorer la reconnaissance juridique et la protection des droits de propriété intellectuelle en vue d'attirer les investissements vers les industries novatrices et les secteurs de pointe;
- Le Groupe consultatif de l'immobilier aide à susciter des investissements dans les services financiers, le crédit hypothécaire bancaire, l'assurance et le courtage immobilier.

15. L'assistance apportée par les groupes en vue d'améliorer le cadre juridique, réglementaire et institutionnel s'appuie sur les moyens suivants: visites de consultants dans les ministères concernés, formation de fonctionnaires et autres agents publics, et définition de projets.

16. Le Groupe CET a tenu deux réunions en février et mai 2001 en vue de mettre sur pied une alliance pour les partenariats public-privé, destinée à aider les gouvernements à réaliser des projets visant à instituer des partenariats dans le secteur des infrastructures, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI. Le Conseiller régional pour la promotion de l'investissement a participé à la quatrième réunion de la Table de travail II du Pacte de stabilité

en mai 2001, au cours de laquelle il a exposé l'assistance que pourrait apporter la CEE-ONU en vue d'améliorer le cadre juridique et réglementaire, renforcer les capacités des gouvernements et identifier des projets pilotes grâce au lancement d'un programme spécial sur les partenariats public-privé dans le cadre du Pacte d'investissement du Pacte de stabilité. Une session spéciale sur les partenariats public-privé a été organisée avec le Gouvernement roumain et le Pacte de stabilité lors de la Conférence régionale du Pacte à Bucarest le 24 octobre 2001. La réunion inaugurale de l'Alliance pour les partenariats public-privé s'est tenue le 12 mars 2002. L'objectif de l'Alliance est de rapprocher toutes les entités de l'Europe s'intéressant aux partenariats public-privé pour partager les expériences et encourager la coopération.

17. Le Groupe consultatif sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle a organisé des réunions consultatives en Fédération de Russie (23 et 24 avril 2001) et en Ukraine (23 et 24 octobre 2001). Les rapports des visites consultatives en Lettonie et en Lituanie ont été mis en forme et publiés. Le Groupe consultatif a organisé un séminaire régional à l'intention des organes judiciaires et des services de répression de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie (Sofia, 3-5 avril 2001) et a largement contribué à l'organisation du Colloque de l'USPTO sur l'Internet et la criminalité portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle (Londres, 1<sup>er</sup>-3 mars 2001) et à un séminaire de formation pour les fonctionnaires des douanes et de la police sur la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle (Tallinn, 8-10 octobre 2001).

18. En mars 2001, le Groupe consultatif de l'immobilier a organisé, à l'occasion du Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM) qui s'est tenu à Cannes (France), un séminaire visant à promouvoir dans les pays en transition un marché immobilier dynamique, viable et correctement régulé. Le 13 septembre 2001, le Groupe a décidé de faire de l'année 2002 l'année de l'aménagement foncier, officiellement lancée au premier Sommet annuel pour un marché européen unifié de l'immobilier qui a eu lieu à Rome les 4 et 5 mars 2002. Ce sommet, organisé avec le concours de Tecnoborsa en Italie, a rassemblé des représentants de gouvernements soucieux de susciter des marchés immobiliers plus actifs et socialement plus dynamiques. Le programme de développement visera notamment à promouvoir les normes européennes d'évaluation, le logement social et des mécanismes de financement immobilier dans les économies en transition en coopération avec d'importantes ONG, telles que le *Royal Institute for Chartered Surveyors*, la FAO et la Banque mondiale.

19. Le Conseiller régional pour la promotion de l'investissement a contribué à renforcer la coopération avec l'OSCE, l'IEC et le Pacte de stabilité, notamment par ses conseils et ses apports au Forum économique de l'OSCE (Prague, mai 2001) et à l'organisation du Colloque CEE-ONU/OSCE/OTAN sur la prévention des conflits (Villars, Suisse, novembre 2001).

### **Facilitation du commerce**

20. Depuis 1997, la République tchèque et la CEE-ONU fournissent une assistance concernant la facilitation du commerce dans le cadre d'un projet intitulé «Soutien aux mesures de facilitation du commerce et mise en œuvre d'EDIFACT/ONU dans certains pays d'Europe orientale». Le financement de ce projet a été d'abord approuvé par le Gouvernement de la République tchèque en 1996 puis régulièrement renouvelé chaque année. Ce projet est exécuté en coopération avec des experts tchèques (plus précisément ceux de l'Office national de facilitation du commerce – FITPRO), des spécialistes de la facilitation du commerce de la

CEE-ONU et des spécialistes originaires des pays bénéficiaires. Au cours de l'année 2001, le Bélarus, la Lituanie, la République de Moldova et l'Ukraine ont fait partie de ces bénéficiaires du projet. Des séminaires, des consultations et des échanges de données d'expérience et d'information ont été organisés à l'intention de responsables gouvernementaux et de représentants du secteur privé: sessions de formation à la facilitation du commerce et au commerce électronique (Genève, 26-29 mars 2001) et à l'exportation de services (Genève, 11-12 juin 2001), et ateliers sur la facilitation du commerce et le commerce électronique à l'intention de représentants des secteurs public et privé lituaniens (Vilnius, 29-30 octobre 2001) et à l'intention de représentants des secteurs public et privé moldaves (Chisinau, 6-7 décembre 2001).

21. Une assistance consultative concernant la facilitation du commerce et les normes du commerce électronique a été apportée à l'Association yougoslave pour l'échange électronique de données et à la Chambre yougoslave de commerce et d'industrie lors d'un séminaire d'une journée organisé à Belgrade le 18 juin 2001.

22. Dans le cadre du programme TTFSE de la Banque mondiale, le Conseiller régional pour la facilitation du commerce a participé à la dernière session de travail et à la séance d'évaluation du cours de formation à l'intention des cadres supérieurs qui a eu lieu du 5 au 7 juillet 2001 à Thessalonique (Grèce). Ce cours était organisé par l'American College de Thessalonique. Il réunissait les principaux dirigeants des comités PRO de la région visée par l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI) qui étaient appelés à prendre en charge la mise en œuvre nationale de la composante facilitation de la formation dans le cadre du programme TTFSE. Une assistance consultative a été fournie à BULPRO et TURKPRO lors d'une réunion tenue à Plovdiv (Bulgarie) le 28 juin 2001. Cette rencontre de représentants de haut niveau d'institutions gouvernementales et des milieux d'affaires était axée sur les problèmes relatifs aux visas des hommes d'affaires et des conducteurs de poids lourds professionnels dans la sous-région, notamment dans le contexte des relations bilatérales entre la Bulgarie et la Turquie.

23. Dans le cadre du programme de la SECI, une assistance consultative a été fournie lors des réunions du Comité de pilotage et du Conseil consultatif des entreprises ainsi que du SECIPRO. Le Conseiller régional pour la facilitation du commerce a contribué à la réalisation du projet de la SECI concernant le Danube ainsi qu'au projet VISA et a fourni une assistance au Centre de la SECI pour la prévention du crime à Bucarest. Il a également participé à des missions consultatives en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie (février 2001) en vue de lancer une initiative pour le Caucase afin de promouvoir la coopération économique dans la sous-région.

24. À la suite d'une demande d'assistance du Bélarus aux fins de résoudre les problèmes qui s'étaient accumulés à un terminal situé à la frontière entre ce pays et la Pologne, des consultations avec les programmes PHARE et TACIS et la Banque mondiale ont été engagées. Une équipe conjointe d'experts a effectué une mission d'enquête en décembre 2001 afin de rechercher les solutions possibles, y compris le recours à un dispositif CET.

25. Une assistance technique a continué d'être fournie dans le cadre du projet sur le «renforcement des capacités pour améliorer le financement du commerce et les perspectives d'investissement dans le secteur du bois en Russie» (financé sur des sources extrabudgétaires) qui est exécuté dans les régions d'Arkhangelsk et de Léningrad, en Fédération de Russie. Le projet porte sur les thèmes suivants: pratiques de gestion durable dans l'industrie russe du bois;

amélioration des procédures commerciales dans l'industrie du bois; techniques novatrices de financement du commerce; renforcement des capacités pour le développement des investissements étrangers; et opérations portuaires concernant le bois. En 2001, ce projet a donné lieu aux réunions suivantes: atelier sur le développement durable d'une logistique de la biomasse (Arkhangelsk, 27 février-2 mars), atelier sur le développement durable et la certification dans l'industrie forestière russe (Saint-Pétersbourg, 5-6 mars), mission d'enquête sur le développement durable de la biomasse en Norvège et en Suède (7-11 mai), atelier sur le développement durable et l'utilisation des biocarburants dans l'industrie forestière russe (Saint-Pétersbourg, 2-4 juillet) et ateliers sur le développement durable dans le secteur forestier (Rotterdam, Pays-Bas, 17-19 septembre et Saint-Pétersbourg, 7-18 décembre).

26. À l'invitation du Gouvernement slovaque, un atelier sur les questions relatives à la normalisation et à l'évaluation de la conformité dans les économies en transition s'est tenu à Bratislava les 12 et 13 décembre 2001; son financement a été assuré par des ressources du budget ordinaire et par des contributions en nature du Gouvernement slovaque.

### **Entrepreneuriat féminin**

27. Au cours de l'année écoulée, une attention particulière a été accordée à l'aide aux femmes chefs d'entreprise. Les services consultatifs régionaux ont concentré leurs efforts sur la sensibilisation à une meilleure diffusion de l'information au sujet des femmes chefs d'entreprise dans les États membres de la CEE-ONU, la promotion de rôles types et de pratiques optimales, la constitution de réseaux professionnels entre les femmes chefs d'entreprise, et le développement d'une culture de l'entrepreneuriat plus sensible aux différences entre les hommes et les femmes.

28. Au nombre des activités réalisées figurent l'organisation du premier Forum CEE-ONU des femmes chefs d'entreprise et de débats sous-régionaux sur l'entrepreneuriat féminin et la création d'une équipe d'experts de l'entrepreneuriat féminin au sein du Groupe de travail pour le développement de l'industrie et de l'entreprise (WP.8), ainsi que la création d'une galerie virtuelle de portraits d'éminentes dirigeantes d'entreprise sur le site Web de la CEE-ONU. Ce dernier projet vise à faire mieux percevoir la nécessité de soutenir l'entrepreneuriat féminin dans l'ensemble de la région. La galerie de portraits, conçue par le Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME, se trouve à l'adresse suivante: [www.unece.org/operact/gallery](http://www.unece.org/operact/gallery). Le fait que cette galerie se soit rapidement étoffée montre que les femmes apportent une contribution importante à divers secteurs d'activité économique. Au 1<sup>er</sup> décembre 2001, la galerie de portraits comptait 150 femmes chefs d'entreprise originaires de 25 pays. Bon nombre d'entre elles se sont réunies pour la première fois à Genève lors du premier Forum CEE-ONU des femmes chefs d'entreprise.

29. Pour la mise en œuvre des programmes et des activités, on s'est efforcé d'améliorer la coopération avec les organismes des Nations Unies, par exemple l'OIT et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Dans le mémorandum d'accord signé entre la CEE-ONU et l'UNIFEM en février 2001, l'entrepreneuriat féminin figure parmi les domaines devant faire l'objet d'une coopération et du développement de projets communs.

30. Le Premier Forum CEE-ONU des femmes chefs d'entreprise (21 octobre 2001, Genève) a réuni des dirigeantes d'entreprise originaires de pays d'Europe orientale, centrale et méridionale,

d'Asie centrale et du Caucase méridional, des femmes chefs d'entreprise de pays occidentaux, ainsi que des experts et représentants de gouvernements et d'organisations internationales. Le Forum a rassemblé plus de 350 participants venus de 30 pays. Le Conseiller régional pour l'égalité des sexes dans l'économie était chargé d'en assurer l'organisation.

31. L'objectif principal du Forum était d'offrir un cadre de discussion régional en vue: a) d'examiner des questions clefs et les meilleures pratiques; b) de nouer des contacts professionnels et commerciaux; c) d'intensifier et de développer les relations entre les associations professionnelles féminines; et d) d'examiner des propositions élaborées par le secrétariat de la CEE-ONU et de formuler des recommandations relatives à des activités nouvelles à mettre en œuvre avec tous les partenaires intéressés.

32. Le débat a porté essentiellement sur trois thèmes principaux: les expériences personnelles de femmes chefs d'entreprise incarnant la réussite, le rôle des réseaux professionnels et commerciaux entre les femmes chefs d'entreprise, et l'accès à des technologies et marchés nouveaux. La documentation établie par le secrétariat de la CEE-ONU comprenait une note d'information (OPA/AC.21/1) et des documents portant sur les thèmes suivants: L'intégration des PME appartenant à des femmes et dirigées par des femmes à l'économie numérique mondiale: proposition d'action (OPA/AC.21/2), Fondation euro-asiatique de femmes chefs d'entreprise de la CEE-ONU (OPA/AC.21/3), Femmes chefs d'entreprise de l'année (OPA/AC.21/4) et Constitution de réseaux régionaux entre femmes chefs d'entreprise (OPA/AC.21/5). Tous les documents sont disponibles en anglais et en russe sur le site Web de la CEE-ONU ([www.unece.org](http://www.unece.org)).

33. Un consensus s'est dégagé en ce qui concerne l'évolution positive de l'entrepreneuriat féminin au cours des années 90. Dans tous les pays membres de la CEE-ONU, les femmes ont contribué au développement du secteur privé et à la croissance économique. Il a été souligné que, par le truchement d'ONG et d'associations professionnelles féminines naissantes, les femmes pouvaient nouer des contacts personnels, échanger des données d'expérience et bénéficier de soutiens en cas de fléchissement de l'activité. Il a également été reconnu que les progrès dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) avaient ouvert des possibilités nouvelles de faire du commerce à l'échelle mondiale.

34. Toutefois, les participants se sont accordés à dire qu'il restait encore beaucoup à faire. Il persiste dans tous les pays des discriminations sexuelles qui font obstacle au développement de l'entrepreneuriat féminin. Par ailleurs, il existe des lacunes dans les données et informations sur la situation des femmes chefs d'entreprise dans la région. L'accès des femmes aux TIC et aux marchés mondiaux est très limité et les réseaux professionnels féminins sont relativement peu développés et isolés dans un certain nombre de pays.

35. Les participants au Forum ont apporté leur appui unanime aux initiatives suivantes:

- Convocation du Forum des femmes chefs d'entreprise tous les ans en octobre et allongement de sa durée à deux ou trois jours;
- Constitution de réseaux régionaux d'associations professionnelles féminines sur l'Internet;



- Création d'un cybermarché régional de la CEE-ONU pour les contacts entre entreprises;
- Mise au point de nouveaux programmes en vue d'améliorer les moyens et les compétences des femmes en matière de commerce électronique;
- Analyse de la possibilité de créer une fondation euro-asiatique pour les femmes chefs d'entreprise en contactant des donateurs bilatéraux, la communauté des affaires et les organisations internationales;
- Étude de la possibilité de créer un prix d'excellence annuel comportant cinq catégories pour les femmes chefs d'entreprise de la région de la CEE.

36. Deux groupes d'initiative ont été créés par les participants au Forum en vue d'élaborer des propositions d'action précises pour les pays membres de la CEI et pour les pays du Caucase.

37. En 2001, la CEE-ONU a organisé trois manifestations régionales sur l'entrepreneuriat féminin, à savoir: Atelier sur l'entrepreneuriat féminin en Europe du Sud-Est lors de la cinquième conférence sur les PME en Croatie (Sibenik, Croatie, 7-8 juin 2001), Atelier sur «l'entrepreneuriat féminin dans la région de l'OCEMN» et Table ronde sur l'établissement de réseaux et l'accès aux TIC pour les femmes chefs d'entreprise lors du quatrième sommet économique de l'Initiative d'Europe centrale (Trieste, Italie, 27 novembre 2001).

38. Ces réunions avaient pour objet d'examiner plus en détail les problèmes particuliers que soulève le développement de l'entrepreneuriat féminin dans les sous-régions considérées et les différents pays qui les composent. Elles ont fait ressortir le fait qu'un bon niveau d'instruction et l'énergie des femmes sont des atouts majeurs pour les processus de développement des marchés, de création d'emplois et de relance de la croissance économique. L'accent a également été mis sur le rôle de l'entrepreneuriat dans la réduction de la pauvreté.

39. Les participants ont souligné la nécessité de mettre au point des activités et programmes nouveaux visant à soutenir davantage les femmes chefs d'entreprise sur les plans de la formation, d'une meilleure information sur l'accès aux financements, des services aux entreprises et des technologies nouvelles, en particulier des TIC. Il a été recommandé d'intensifier les activités de la CEE-ONU dans ce domaine et de développer la coopération avec les gouvernements, les associations professionnelles féminines et d'autres acteurs. Il a été convenu que la CEE-ONU, en coopération avec les organisations sous-régionales et les partenaires intéressés, continuerait d'organiser ce genre de réunion.

40. Le Groupe de travail pour le développement de l'industrie et de l'entreprise a décidé, à sa deuxième session, de créer une Équipe de spécialistes pour l'entrepreneuriat féminin. Lors de sa première réunion, le 15 février 2002, l'Équipe a examiné son plan de travail (objectifs, programmes de travail, résultats clefs escomptés, calendrier des travaux et modalités de présentation de rapports au Groupe de travail) et adopté son programme de travail qui sera incorporé dans celui du WP.8.

**Annexe**

**MISSIONS CONSULTATIVES ENTREPRISES EN 2001**

**Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME**

14-16 mars	Minsk, participation à la cérémonie de remise du prix de l'entrepreneuriat 2000 et débat sur une politique nationale des PME pour les années 2002-2003
22-25 mars	Szeged (Hongrie), participation à la troisième Conférence de Szeged organisée dans le cadre du Pacte de stabilité et présentation d'un exposé à cette occasion
28-31 mars	Istanbul (Turquie), coparrainage de l'Atelier de l'OCEMN sur «Les systèmes de normalisation, de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité pour les PME»
1 <sup>er</sup> -4 mai	Chisinau, mission consultative relative au développement économique
22-26 mai	Budapest, participation à la trente-septième Réunion européenne de l'Organisation mondiale du tourisme
28 mai-1 <sup>er</sup> juin	Moscou, mission consultative relative à la restructuration de l'industrie légère dans la Fédération de Russie
6-9 juin	Sibenik (Croatie), organisation de la Conférence internationale sur «Les petites entreprises: échange de données d'expérience entre les pays en transition en ce qui concerne le développement des PME et de l'entrepreneuriat»
11-12 juin	Moscou, organisation de l'Atelier de l'OCEMN sur «L'entrepreneuriat féminin et les PME»
10-11 septembre	Bruxelles, participation au Séminaire sur le Partenariat de la mer Baltique et discussions avec le Parlement européen et la Commission européenne
25-28 septembre	Istanbul (Turquie), réunion de hauts fonctionnaires de l'OCEMN et réunion ministérielle des ministres responsables des PME
3-7 octobre	Bichkek, débat sur l'entrepreneuriat féminin reposant sur les mutuelles de crédit
6-8 novembre	Portoroz (Slovénie), organisation d'une conférence internationale sur «L'internationalisation des PME»
21-24 novembre	Trieste (Italie), aide à l'organisation de la réunion du Groupe de travail de l'IEC sur les PME et animation du débat sur les PME au cours du quatrième Sommet économique de l'IEC

**Conseiller régional pour la promotion de l'investissement**

7-9 janvier	Varsovie, secrétariat de la réunion du Groupe directeur du Groupe consultatif des droits de propriété intellectuelle de la CEE-Organisation des nations Unies
30-31 janvier	Bruxelles, participation et présentation d'un exposé au séminaire préparatoire OSCE/CEE-ONU sur la bonne gouvernance dans les secteurs public et privé
15-16 février	Vienne, participation à la réunion de l'OSCE destinée à préparer le Forum économique de l'OSCE
1 <sup>er</sup> -7 mars	Londres, participation à la réunion des présidents des groupes du WP.5 et à la réunion Banque mondiale/donateurs
15-16 mars	Cannes (France), participation, en qualité de représentant de la CEE-ONU, au Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM)
27-28 mars	Bucarest, présentation d'une contribution au séminaire préparatoire de l'OSCE et présidence d'une session
22-24 avril	Londres, participation à la réunion annuelle de la Banque mondiale
10-11 mai	Zagreb, participation et présentation d'un exposé à la réunion du Groupe de travail de l'IEC chargé de la reconstruction
15-18 mai	Prague, participation et présentation d'une contribution au Forum économique de l'OSCE
21-23 mai	Tirana, participation à la quatrième réunion de la Table de travail II du Pacte de stabilité et à la réunion du Pacte d'investissement du Pacte de stabilité
12 juin	Zagreb, présentation des activités de la CEE-ONU concernant le financement et les partenariats public-privé à la réunion des banques régionales de développement organisée dans le cadre du Pacte de stabilité
13 juin	Londres, présentation des activités de la CEE-ONU concernant le financement et les partenariats public-privé à la Conférence de 2001 sur les financements public-privé
17-19 juin	Belgrade, participation aux consultations avec les autorités yougoslaves concernant une assistance éventuelle de la CEE-ONU à la Yougoslavie
26 juin	Bruxelles, participation en tant que représentant de la CEE-ONU à la Conférence «Les activités économiques et les Balkans»

- 2-4 juillet Vienne (Autriche), présentation des activités de la CEE-ONU concernant les partenariats public-privé au Colloque international de la CNUDCI
- 27 septembre Helsinki, participation, en tant qu'orateur principal, à la douzième réunion du *European Business Congress*
- 2-3 octobre Rome (Italie), consultations avec des représentants de TECNOBORSA en vue d'organiser deux ateliers sur l'immobilier
- 10-12 octobre Dublin, participation au deuxième Sommet sur les partenariats public-privé
- 24-26 octobre Bucarest, participation à la Table de travail II du Pacte de stabilité
- 18-20 novembre Villars (Suisse), participation au Colloque CEE-ONU/OSCE/OTAN sur la prévention des conflits
- 21-24 novembre Trieste (Italie), présentation de quatre documents au Forum économique de l'IEC
- 3-4 décembre Bucarest, participation à la neuvième réunion du Conseil ministériel de l'OSCE

**Conseiller régional pour la facilitation du commerce**

- 24 janvier Zagreb, représentation de la CEE-ONU et de la SECI à la première réunion du Groupe de travail e-SE Europe du Pacte de stabilité
- 14 février Tirana, contribution à la réunion du Comité directeur régional pour la facilitation du commerce et du transport en Europe du Sud-Est (TTFSE)
- 22-23 février Erevan, consultations avec des responsables gouvernementaux au sujet du lancement de l'Initiative pour le Caucase méridional
- 24-25 février Tbilisi, consultations avec des responsables gouvernementaux au sujet du lancement de l'Initiative pour le Caucase méridional
- 26-27 février Bakou, consultations avec des responsables gouvernementaux au sujet du lancement de l'Initiative pour le Caucase méridional
- 12-16 mars Washington D.C. (États-Unis), consultations avec le Département d'État des États-Unis, USAID et la Banque mondiale
- 20-23 mars Belgrade, participation à des réunions de la SECI: SECIPRO, Conseil consultatif des entreprises et Comité de pilotage

- 30 mars Zurich (Suisse), présentation du programme de la SECI à la session de la Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés (FIATA)
- 23-25 mai Sarajevo, participation à des réunions de la SECI: SECIPRO, Conseil consultatif des entreprises et Comité de pilotage
- 18-19 juin Vienne, consultations avec le Coordonnateur et le secrétariat de la SECI
- 25-26 juin Bratislava, participation à la réunion préparatoire du Forum de la concurrence de Bratislava
- 27-28 juin Plovdiv (Bulgarie), participation à une réunion bilatérale BULPRO-TURKPRO
- 5-7 juillet Thessalonique (Grèce), participation à la session d'évaluation du séminaire SECI/TTFSE de formation de formateurs
- 11-12 juillet Belgrade, participation à la réunion du Projet de la SECI sur le Danube
- 14-19 septembre Bucarest, participation à la réunion du groupe d'experts dans le cadre du projet VISA de la SECI
- 16-17 octobre Vienne, participation à des rencontres avec les Ministres autrichiens des finances et de l'intérieur concernant leur participation à des projets de la SECI en attente et la coopération avec le Centre de prévention de la criminalité internationale
- 7-8 novembre Cavtat (Croatie), participation à la réunion du Comité directeur régional du projet TTFSE
- 9 novembre Dubrovnik (Croatie), participation à la deuxième réunion de l'équipe spéciale dans le cadre du projet de la SECI sur la prévention de la criminalité
- 12-14 décembre Tirana, présidence de la deuxième réunion du groupe d'experts du projet VISA de la SECI et participation aux réunions de SECIPRO et du Conseil consultatif des entreprises

### **Conseiller régional pour l'égalité des sexes dans l'économie**

- 15-17 janvier Varsovie, organisation d'un atelier régional sur l'égalité des sexes sur le marché du travail, en coopération avec la Banque mondiale et l'UNIFEM; exposé lors de la séance d'ouverture
- 19 mai Bruxelles, exposé au Forum des femmes chefs d'entreprise, troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

- 6-9 juin Sibenik (Croatie), présidence d'une séance de travail sur l'entrepreneuriat féminin lors de la Conférence internationale sur «L'échange de données d'expérience entre les pays en transition en ce qui concerne le développement des PME et de l'entrepreneuriat»
- 11-12 juin Moscou, exposé lors de l'Atelier de l'OCEMN sur l'entrepreneuriat féminin
- 10-15 juillet Cracovie (Pologne), formation des participants à un Atelier régional sur l'égalité des sexes, les institutions financières internationales, le commerce et les normes du travail
- 3-4 octobre Bratislava, débat sur la coopération avec l'UNIFEM en 2002-2003 lors de l'Atelier sur la planification stratégique
- 4-5 octobre Bucarest, exposé sur l'égalité des sexes en ce qui concerne l'accès aux TIC, lors de la deuxième Conférence sur l'économie numérique en Europe du Sud-Est
- 21-23 novembre Trieste (Italie), organisation d'une Table ronde sur les réseaux professionnels féminins et l'accès des femmes aux TIC, lors du quatrième Sommet économique de l'IEC.

-----